

PRÉFET DE LA VENDEE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

La Roche sur Yon, le 22 mars 2018

Division territoriale des risques technologiques
Unité départementale de la Vendée

Nos réf. : R85.17.246
Vos réf. : DB n°2017/1457
Affaire suivie par : Alain BOQUET
alain.boquet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.51.47.76.00 – Fax : 02.51.47.76.10

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : CAMBOUI RECYCLAUTO à Fontenay le Comte – renouvellement agrément VHU

Le présent rapport a pour objet un projet d'arrêté préfectoral en vue de renouveler l'agrément délivré à la société CAMBOUI RECYCLAUTO pour la dépollution, le démontage des véhicules hors d'usage, de l'installation qu'elle exploite 20 impasse Charles-Louis Largeteau à Fontenay le Comte.

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

- Raison sociale	CAMBOUI RECYCLAUTO
- Adresse	20 impasse Charles-Louis Largeteau, 85200 Fontenay le Comte
- Siège social	20 impasse Charles-Louis Largeteau, 85200 Fontenay le Comte
- SIRET	532 470 846 00017
- Activité	Centre de démantèlement de véhicules hors d'usage
- Situation administrative	Arrêté d'autorisation n° 85-Dir.1/697 du 27 juin 1985 Arrêté n° 09-DRCTAJE/1-28 du 13 janvier 2009 portant agrément n° PR-85-00020-D Arrêté n° 14-DRCTAJ/1-65 du 26 février 2014 modifiant le cahier des charges

II - Historique

La société CAMBOUI RECYCLAUTO a repris en 2012 l'activité d'un centre de démantèlement de véhicules hors d'usage précédemment autorisé depuis 1985 sur le secteur de Fontenay le Comte.

Cette société a obtenu un agrément VHU en 2009 pour cette activité et souhaite aujourd'hui obtenir son renouvellement.

Il s'agit d'un établissement relevant de la rubrique 2712 soumise à enregistrement.

III - Cadre réglementaire

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément « véhicules hors d'usage ».

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.15-38 du code de

l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de demande de renouvellement d'agrément, la procédure doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

IV - Objet de la demande

La société CAMBOUI RECYCLAUTO a déposé un dossier de demande de renouvellement d'agrément, celui-ci arrivant à expiration le 3 mai 2018, pour son site situé au Fontenay le Comte.

La quantité annuelle de véhicules traités est d'environ 300 véhicules.

A ce titre, l'exploitant sollicite le renouvellement de l'agrément « centre VHU » délivré le 4 mai 2012.

V - Analyse de l'inspection des installations classées

Le dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.


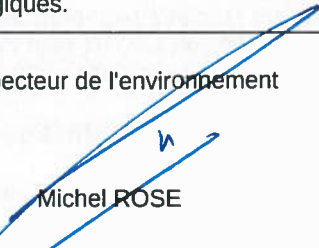
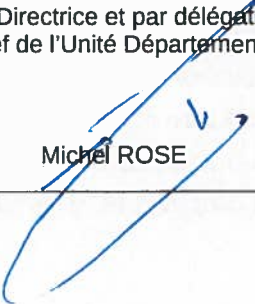
L'exploitant s'est engagé à respecter le cahier des charges « centres VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté complémentaire proposant le renouvellement de l'agrément et aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

VI - Propositions

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société CAMBOUI RECYCLAUTO de Fontenay le Comte pour le renouvellement de la demande d'agrément pour une durée de 6 ans.

Un projet d'arrêté complémentaire de renouvellement d'agrément est joint au présent rapport. En application de l'article R181-45 du code de l'environnement, l'inspection vous propose de présenter cet arrêté préfectoral devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

RÉDACTEUR L'inspecteur de l'environnement  Alain BOQUET	VÉRIFICATEUR L'inspecteur de l'environnement  Michel ROSE
VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation Le chef de l'Unité Départementale  Michel ROSE	

ARRÊTÉ N° 18-DRCTAJ/1-
portant renouvellement de l'agrément n° PR.85.0025-D délivré à la société CAMBOUI
RECYCLAUTO pour l'activité de stockage, de dépollution, de démontage
20, Impasse Charles-Louis Largeteau à Fontenay le Comte

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement notamment son article R512-46-22 du Code de l'Environnement relatif aux arrêtés préfectoraux complémentaires et l'article R181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R 543-99 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-Dir.1/697 du 27 juin 1985 autorisant la SARL AUTO DÉMOLITION 2000 à exploiter un chantier de récupération de véhicule accidentés ou usagés avec démontage et revente de pièces détachées sur le territoire de la commune de Fontenay le Comte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-DRCTAJE/1-28 du 13 janvier 2009 portant agrément n° PR-85-00020-D à la SARL AUTO DÉMOLITION 2000 pour le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, ZI de Saint Médard des Prés, à Fontenay le Comte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-DRCTAJ/1-504 du 4 mai 2012 portant transfert et agrément n° PR-85-0025-D au profit de la SARL CAMBOUI RECYCL'AUTO des droits institués pour l'exploitation d'une unité de récupération et de traitement de véhicules hors d'usage à Fontenay le Comte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 14-DRCTAJ/1-65 du 26 février 2014 portant mise à jour du cahier des charges applicable ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du ____ ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en sa séance du ____ ;

Considérant que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Arrête

Article 1.

L'agrément de la société CAMBOUI RECYCL'AUTO, pour effectuer le stockage, la dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usage, 20, Impasse Charles-Louis Largeteau à Fontenay le Comte est renouvelé pour une durée de **6 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2. Dispositions administratives

Article 2.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex) :

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 2.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau du tourisme et procédures environnementales et foncières.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 2.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 2.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'environnement, de

l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information, au :

- sous préfet de Fontenay le Comte,
- directeur départemental des territoires et de la mer,
- l'unité territoriale de l'agence régionale de santé,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
- chef du SIDPC,

et dont une copie sera adressée à l'inspecteur des installations classées.

Fait à La Roche sur Yon, le
Le préfet,